



UNION EUROPEENNE : La FIA demande à l'Union Européenne de ne plus subventionner la production tabac

Rubrique : actualités - Date : vendredi 26 avril 2002

UNION EUROPEENNE : La FIA demande à l'Union Européenne de ne plus subventionner la production tabac et déclare que l'interdiction de la pub en 2005 causerait le chaos dans les sports mécaniques

La Fédération internationale automobile (FIA) demande à l'UE de ne plus subventionner la production de tabac. Son président, Max Mosley, qui a rappelé devant le Comité des affaires juridiques du parlement européen son intention d'interdire la publicité et le parrainage de marques de tabac dans le sport automobile à partir de la fin de la saison 2006 a déclaré « nous croyons que la commission européenne devrait mettre un terme à son système de subsides pour la production du tabac au sein de l'UE(&) cela ruine clairement la crédibilité des politiques antitabac de l'UE ». La FIA a recommandé que tous les pays qui négocient le texte de la convention cadre de l'OMS sur le contrôle du tabac adoptent la date de fin 2006 pour l'interdiction du parrainage au niveau mondial et elle a demandé à toutes les institutions européennes d'adopter cette même date pour interdire le parrainage en Europe.

La FIA, le CIO et la FIFA (fédération internationale de football) sont associés à l'initiative mondiale lancée par l'OMS « pour le sport sans tabac » en vue d'éliminer toute forme de publicité sur les cigarettes lors des manifestations sportives. Le montant du parrainage par les fabricants de tabac dans le sport automobile est estimé par la FIA à plus de 396 millions d'Euros par an.

Toutefois, La FIA, exerce des pressions sur le Parlement européen à propos de la date d'instauration de l'interdiction de la publicité tabac et avertit qu'on risque le chaos si les échéances ne sont pas harmonisées. Le Président de la FIA, s'exprimant devant le comité des affaires juridiques de l'Union Européenne, a indiqué qu'il existait un accord international en vue d'une interdiction de la publicité à partir de la fin 2006 date que sa fédération a déjà avalisée, mais, selon lui, en 2005, ce serait trop tôt. « Si, par exemple, une interdiction était appliquée à une date antérieure (date pour laquelle la F1 et les équipes ne sont pas prêts), nous serions tout simplement contraints d'annuler un grand prix dans un pays (européen) pour l'organiser dans un autre (hors zone communautaire) » a indiqué Mosly devant le Comité Européen.

Mosley avait exposé les mêmes vues lors du Grand Prix de San Marin juste avant l'audition devant le comité. « Nous voulons que ce robinet soit fermé pour tous en même temps » a-t-il indiqué. « Ne nous laissez pas tomber, donnez nous la même date en Europe que dans les autres pays du monde ».

Source : AFP, MILDT Revue de presse en ligne, le 15 avril 2002 + Planet F-1, le 19 avril 2002